



Le Chef de l'Etat Burundais reçoit en audience le Représentant Spécial de l'Union Européenne dans la Région des Grands Lacs

Dans cette Edition:

page



Le Chef de l'Etat Burundais reçoit en audience le Représentant Spécial de l'Union Européenne dans la Région des Grands Lacs

1

Lancement par le Président Ndayishimiye du Flambeau de la Paix, 18^{ème} édition

2

Gitega: le Chef de l'Etat rencontre les leaders des partis politiques agréés au Burundi

2

Les jeunes sont appelés à s'approprier la vision du Burundi

3

Validation d'un Guide d'Orientation pour une Migration Sûre et Respectueuse des Droits des Travailleurs Migrants Burundais

4

Le Ministère de l'Education Nationale et de la Recherche Scientifique tranquillise les nouveaux enseignants

5

DICOURS DE S.E L'AMBASSEDEUR ALBERT SHINGIRO, MINISTRE DES AFFAIRES ETRANGERES ET DE LA COOPERATION AU DEVELOPPEMENT DE LA REPUBLIQUE DU BURUNDI A L'OCCASION DE LA CONFERENCE MINISTERIELLE DU FORUM DE PARTENARIAT RUSSIE-AFRIQUE

10

Le Président de la République du Burundi Son Excellence Evariste Ndayishimiye a accordé une audience, le mardi 05 novembre 2024 au Palais de Gitega, Monsieur Johan Borgstam, Représentant Spécial de l'Union Européenne pour la Région des Grands Lacs au cours de laquelle ils se sont entretenus sur la situation politico-sécuritaire dans la Région des Grands Lacs et particulièrement à l'Est de la République Démocratique du Congo.

C'était un échange amical avec le Président de la République sur la situation actuelle dans la Région des Grands

Lacs et à l'Est de la République Démocratique du Congo ainsi que les efforts de la Communauté Internationale de soutenir la stabilité, a confié à la presse le nouveau Représentant Spécial de l'Union Européenne pour la Région des Grands, dont le mandat a débuté le 1er septembre 2024.

Au cours de cette audience, Monsieur Johan Borgstam a par ailleurs salué le pas franchi par le Burundi dans sa quête de développement eu égard aux différentes réalisations en cours dans le pays, ce qui, selon lui, témoigne un niveau élevé d'espoir du peuple burundais.

Après avoir présenté brièvement la situation au Burundi et en République Démocratique du Congo, le Chef de l'Etat Burundais et Président du Mécanisme Régional de Suivi de l'Accord cadre d'Addis-Abeba pour la Paix, la Sécurité, la Coopération pour la RDC et la Région des Grands Lacs a recommandé une synergie internationale pour lutter contre les groupes armés qui

séviennent à l'Est de la République Démocratique du Congo.

Tout en lui exprimant ses vœux de réussite dans ses nouvelles fonctions, le Numéro Un Burundais a en outre promis au nouveau Représentant de l'Union Européenne une entière collaboration pour le succès des processus de Luanda et de Nairobi. **(Présidence)**

Lancement par le Président Ndayishimiye du Flambeau de la Paix, 18^{ème} édition



Le Président de la République du Burundi Son Excellence Evariste a lancé le samedi 9 novembre 2024, devant le Président de l'Assemblée nationale, le Président du Sénat, le Premier Ministre, l'Ombudsman, les membres du gouvernement et les autres dignitaires réunis au stade Urunani de Buganda en province Cibitoke, le Flambeau de la Paix, 18^{ème} édition.

Le Président de l'Equipe Intwararumuri (les caravaniers du Flambeau), Monsieur Ir. Epipode Baranyikwa a d'abord annoncé que le Flambeau de la Paix 18^{ème} édition va faire le tour du pays en 22 jours, c'est-à-dire dans les 42 communes des 5 nouvelles provinces instituées selon le décret N°1/05 du 16 mars 2023, sur le thème: Burundais, votons pour les leaders qui nous

guideront vers la réalisation de la vision du Burundi pays émergent en 2040 et développé en 2060.

Toutes les 118 communes du pays ont prévus leurs Plans Communaux de Développement qui doivent être regroupés dans les plans de développement des 42 nouvelles communes et transmis vers leurs provinces respectives pour une budgétisation commune, a dit le Président de la République du Burundi Evariste Ndayishimiye après avoir annoncé que l'année 2025 marque le début vers le Burundi développé.

Il a exprimé le vœu que cette 18^{ème} édition du flambeau de la paix apporte un esprit unificateur dans la réalisation des projets d'intérêt communautaire dans les 118 communes du pays désormais réduites à 42.

Bientôt ce sont les élections, je vous prie de voter pour les leaders qui ont des programmes politiques susceptibles de contribuer au développement, a martelé le Numéro Un Burundais convaincu que l'exécution de la Vision du Burundi pays émergent 2040 et développé en 2060 sera possible si le pays se dote des leaders éclairés du développement.

Il a en outre fait savoir que la 18^{ème} édition du flambeau de la paix rappelle que la paix a été chèrement acquise au Burundi et qu'elle apporte l'espoir pour l'avenir et l'amour qui unira davantage le peuple burundais autour du développement. **(Présidence)**

Gitega: le Chef de l'Etat rencontre les leaders des partis politiques agréés au Burundi

Le jeudi 07 novembre 2024, le Chef de l'Etat Burundais Son Excellence Evariste Ndayishimiye a rencontré à Gitega, les représentants des partis politiques agréés au Burundi, les représentants des mouvements affiliés à ces derniers, ainsi que les gouverneurs de provinces.

La rencontre s'est tenue sous le thème "le rôle des

partis politiques dans le développement du pays, et dans la réalisation de la vision du Burundi, pays émergent en 2040 et développé en 2060".

Dans cette rencontre, le Président de la République du Burundi Son Excellence Evariste Ndayishimiye s'est dit satisfait car les jeunes commencent à changer de mentalité. Ils sont en train de s'investir dans des secteurs gé-



nérateurs de revenus comme l'agriculture, l'élevage, etc., a précisé le Chef de l'Etat.

Le Président de la République Evariste Ndayishimiye a par la suite découragé le comportement de certaines personnes qui veulent manger sans avoir travaillé, ou qui ne veulent pas se lancer dans l'entrepreneuriat, et qui attendent d'être embauchées par l'Etat. Il a demandé à la population de

travailler dur et de vaincre la peur d'échouer, en vue d'arriver au développement durable. Il a exhorté les leaders politiques à être de bons leaders, en assurant une bonne gestion de la chose publique, en combattant l'injustice qui est une des sources des conflits dans le pays.

Le Président de la République du Burundi Son Excellence Evariste Ndayishimiye a précisé que le Burundi connaît une avancée significative dans la stabilité politique car, à la veille des élections de 2025, la paix règne dans le pays, et la bonne collaboration entre les partis politiques est visible sur le terrain.

Il a par la suite invité les jeunes affiliés aux partis politiques à prendre le devant dans la réalisation de la vision Burundi pays émergent en 2040 et développé en 2060. Ces derniers sont invités à toujours consulter les plus âgés afin d'intensifier les causes de la défaillance des projets du passé, pour éviter de tomber dans les mêmes erreurs. Ces jeunes ont enfin été invités à être caractérisés par la discipline, l'obéissance et l'amour de la patrie qui constituent des bases pour arriver développement. (RTNB)

Les jeunes sont appelés à s'approprier la vision du Burundi



Le Mercredi 06 novembre 2024, le Président du Sénat le Très Honorable Emmanuel Sinzohagera, accompagné par le sénateur élu en Mairie de Bujumbura et le Chef de Cabinet du Maire de la ville, a participé à la 5^{ème} édition du déjeuner de prière junior 2024, organisé par un forum des jeunes leaders Africains, sous le thème : La jeunesse au service de la vision du Burundi, pays émergent en 2040 et pays développé en 2060. Ce forum s'est déroulé en commune de Muha, aux enceintes du Donatus Conference Center.

Dans ses enseignements à l'endroit de ces jeunes, le Président du Sénat a demandé aux jeunes de mettre un accent sur le développement du leadership, de s'approprier la vision du Burundi, pays



émergent en 2040 et pays développé en 2060.

Il les a, en outre, appelés à être stables et complets, à s'épanouir à la fois physiquement, professionnellement et spirituellement, et à développer le capital humain pour atteindre la vision du Burundi.

Le Président du Sénat le Très Honorable Emmanuel Sinzohagera a donné d'autres conseils où il les a appelés à être des patriotes, à respecter la loi, à penser à ce qu'ils font aux autres, être des serviteurs publics et à être de bons exemples pour leur propre édification d'une part et l'édification des autres de l'autre part. (Sénat)

Validation d'un Guide d'Orientation pour une Migration Sûre et Respectueuse des Droits des Travailleurs Migrants Burundais



Le mardi 5 novembre 2024, le Ministère des Affaires Étrangères et de la Coopération au Développement, en collaboration avec l'Organisation Internationale pour les Migrations (OIM), a organisé à Muramvya un atelier de validation d'un manuel d'orientation destiné aux travailleurs migrants burundais et aux agences de recrutement privées. Les travaux de cet atelier ont été ouverts par le Directeur Général de la Diaspora, de la Promotion de l'Emploi des Migrants, des ONG et des ASBL étrangères, Ambassadeur Justine NISUBIRE.

Dans son allocution d'ouverture, l'Ambassadrice Justine Nisubire a exprimé sa gratitude aux partenaires présents, dont l'OIM, pour leur soutien continu dans le domaine de la migration. "Votre présence témoigne de votre engagement pour une migration respectueuse des droits de la personne," a-t-elle souligné, mettant en avant l'importance de ce manuel, qui permettra aux travailleurs migrants de mieux connaître leurs droits et les

mécanismes de protection disponibles. Ce guide s'inscrit également dans le cadre des accords bilatéraux signés entre le Burundi et divers pays de destination pour favoriser une migration encadrée et sécurisante.

Le guide de formation vise à informer les travailleurs migrants sur des sujets essentiels comme les conditions de travail, les droits et devoirs, la sécurité et les compétences nécessaires pour travailler à l'étranger. Il se conforme aux recommandations du Pacte mondial sur les migrations, qui encourage des programmes d'orientation complets avant le départ, incluant des modules sur le droit contre la traite des personnes, le patriotisme et la sensibilisation culturelle.

, La représentante de l'OIM Madame Florence Kaneza, a exprimé la satisfaction de l'OIM face aux avancées dans ce domaine. Elle a rappelé que ce guide contribue à plusieurs Objectifs de Développement Durable (ODD), notamment l'ODD 8 (travail décent et croissance économique), l'ODD 10 (réduction des inégalités) et l'ODD 16 (promotion de sociétés pacifiques). "En facilitant une migration de travail encadrée, ce guide renforce non seulement la sécurité des migrants mais aussi la prospérité de leurs familles et de leurs communautés d'origine," a-t-elle ajouté.

L'atelier s'est poursuivi avec une analyse approfondie du document, permettant aux participants d'examiner chaque section et de proposer des ajustements pour garantir sa pertinence et son efficacité. A la fin le document a été validé moyennant quelques recommandations. (MAECD)

L'Ambassadeur du Burundi à New Delhi participe à la 7^{ème} Assemblée Générale de l'Alliance Solaire Internationale (ISA) à New Delhi

Du 3 au 6 novembre 2024, s'est tenu la Septième Session de l'Assemblée de l'ASI à New Delhi, en Inde, au Bharat Mandapam, Pragati Maidan. Les participants à cette réunion étaient des acteurs et des décideurs clés de la filière solaire dont des dirigeants mondiaux, des ministres de l'énergie, des dirigeants des institutions internationales, des pionniers de l'industrie énergétique mondiale, des experts, des investisseurs ainsi que des dirigeants d'entreprises. Le Burundi a été représenté par Son Excel-

lence Monsieur l'Ambassadeur Aloys Bizindavyi, Ambassadeur du Burundi à New Delhi.

La cérémonie solennelle d'ouverture de la plénière ministérielle a été présidée par le nouveau Ministre indien des Énergies Nouvelles et Renouvelables, Son Excellence Monsieur Pralhad Venkatesh Joshi qui présidait la cérémonie solennelle d'ouverture de la plénière ministérielle. Elle a débuté par une présentation du Directeur Général de l'ISA, des activités réalisées et des projets financés



par l'Alliance au cours de l'année 2024.

L'objectif de cette session était le renouvellement des instances dirigeantes de l'ISA, notamment l'élection à la présidence et à la co-présidence de l'ISA ainsi que celle d'un nouveau Directeur Général. L'Inde et la France ont été élus respectivement à la présidence et à la co-présidence de l'ISA ainsi qu'au nouveau Directeur Général. Le Candidat de l'Inde au poste de Directeur General (ISA), Monsieur Ashish Khanna qui était soutenu par le Gouvernement du Burundi, a été élu comme prochain Directeur Général pour un mandat de 4 ans à partir de 2025.

Les discussions ont porté spécifiquement sur l'adoption du rapport de la 6^{ème} Session de l'Assemblée de l'ISA, l'attribution du statut d'observateur à certains pays, l'audit des comptes financiers, l'accroissement des projets de renforcement des capacités mis en place par l'ISA, l'octroi du statut de partenaires à certaines organisations, la restructuration du mécanisme de financement de l'Alliance, la mise en œuvre du plan stratégique de l'ISA, les programmes clés et la formulation des solutions pertinentes aux étapes critiques rencontrées dans l'accélération du déploiement mondial de l'énergie solaire.

Plusieurs pays, choisis parmi ceux qui sont les mieux illustrés pour les efforts menés en matière de déploiement de l'énergie solaire ont été félicités et récompensés par la remise des trophées au Ministre par les dirigeants de l'ISA. Après la présentation et la remise des trophées, des différents points inscrits à l'ordre du jour de cette 7^{ème} Session de l'Assemblée ont été exposés aux délégués par le nouveau Ministre indien des Energies Nouvelles et Renouvelables, Son Excellence Monsieur Pralhad Venkatesh Joshi.

A l'issue des longues discussions franches et constructives, les pays membres de l'ISA ont formulé des recommandations pertinentes sur tous les points inscrits à l'ordre du jour de cette 7^{ème} Session de l'Assemblée de l'ISA. Les délibérations approfondies des experts sur les diverses questions thématiques soulevées ont permis au Secrétariat de l'ISA d'affiner son orientation programmatique à l'avenir. La mise en œuvre d'une coopération fructueuse entre les pays membres de l'ISA afin de réussir le déploiement de l'énergie solaire dans le monde a été évoquée.

L'ISA est une organisation internationale comptant 120 membres et pays signataires, travaille en collaboration avec les Gouvernements pour améliorer l'accès à l'énergie et la sécurité dans le monde entier. (MAECD)

Le Ministère de l'Education Nationale et de la Recherche Scientifique tranquillise les nouveaux enseignants

Le mardi 05 novembre 2024, le Ministère de l'Education Nationale et de la Recherche Scientifique en collaboration avec le Ministère de la Fonction Publique, du Travail et de l'Emploi a organisé une réunion au chef-lieu de la province de Gitega, à l'intention des directeurs provinciaux de l'éducation et les responsables provinciaux

de la fonction publique. L'objectif de cette réunion était d'échanger sur le recrutement de nouveaux enseignants et la cause des retards des salaires pour certains enseignants recrutés l'année passée.

Concernant le problème lié au paiement des salaires de certains nouveaux enseignants, le Ministre de



l'Education Nationale et de la Recherche Scientifique Monsieur François Havyarimana a constaté que certains dossiers de ces enseignants sont au niveau provincial, d'autres sont au niveau du ministère et la plupart de ces dossiers sont incomplets. Il manque l'un ou l'autre document pour que le Ministère de la Fonction, du Travail et de l'Emploi puisse traiter ces dossiers, afin que ces enseignants puissent être payés.

Pour cette raison, les deux ministères se sont convenus ce qui suit: tous les dossiers qui sont au niveau provincial doivent parvenir au ministère de l'éducation nationale et de la recherche scientifique avant la fin de cette semaine. Tous les dossiers qui manquent l'un ou l'autre document doivent être complétés avant la fin de cette semaine. S'il s'avère que certains documents doivent être délivrés par le ministère de la fonction publique, du travail et de l'emploi, on s'est convenu qu'une demande émanant du ministère de l'éducation

nationale et de la recherche scientifique doit parvenir au ministère de la fonction publique, du travail et de l'emploi avant la fin de cette semaine et enfin, tous les dossiers qui sont déjà au complet doivent aussi parvenir au ministère de la fonction publique, du travail et de l'emploi avant la fin de cette semaine.

Concernant le recrutement des nouveaux enseignants, le Ministre de l'Education Nationale et de la Recherche Scientifique Monsieur François Havyarimana a précisé qu'habituellement on devait organiser le concours avant le début de la rentrée scolaire. Mais comme les candidats au concours de recrutement des enseignants étaient en train de faire le recensement de la population, le Ministre de l'Education Nationale et de la Recherche Scientifique a fait savoir qu'ils n'ont pas voulu organiser ce concours avant la rentrée scolaire.

Durant cette réunion, les participants se sont convenus au niveau du Ministère de l'Education Nationale et de la Recherche Scientifique d'apprêter le plan de recrutement au cours de cette semaine, pour le transmettre à la fonction publique avant même la fin de cette semaine, et le Ministère de la fonction publique, du travail et de l'emploi s'est engagé à communiquer sur la date de dépôt des dossiers le plus tard la semaine prochaine.

Selon le Ministère de l'Education Nationale et de la Recherche Scientifique, la réunion était très attendue par les enseignants qui venaient de passer plusieurs mois au service, sans être payés mais aussi la plupart des écoles. (RTNB)

Le Ministère de la fonction publique, du travail et de l'emploi appelle à une collaboration soutenue avec ses partenaires



Le Ministère de la Fonction Publique, du Travail et de l'Emploi, a organisé du 6 au 8 novembre 2024 à Gitega, avec l'appui du Programme des Nations Unies pour le Développement (PNUD), un fo-

rum sur l'entrepreneuriat, la formation professionnelle et l'emploi, sous le thème : ensemble pour la promotion de l'entrepreneuriat, la formation professionnelle et l'emploi. Cet événement marque un moment fort dans la lutte contre le chômage au Burundi, particulièrement chez les jeunes et les femmes ainsi que les personnes à besoins spéciaux comme l'a souligné le ministre de la fonction publique, du travail et de l'emploi, Monsieur Venuste Muyabaga.

Ce Forum a vu la participation des jeunes entrepreneurs, ceux évoluant dans le secteur de la formation professionnelle et les métiers informels. Les exposés et les échanges durant les trois jours vont se focaliser sur les défis, opportunités, perspectives du secteur de l'entre-

preneuriat et formation professionnelle, source d'une création sûre de l'emploi chez les jeunes et les femmes.

Dans son discours d'ouverture, il a souligné que l'emploi constitue un facteur déterminant pour améliorer les conditions de vie et réduire la pauvreté. "L'accès à un emploi stable et bien rémunéré peut transformer des vies et favoriser un développement économique durable," a-t-il affirmé, rappelant que la vision à long terme du gouvernement est de faire du Burundi un pays émergent en 2040 et développé en 2060. Cette ambition est soutenue par le Plan National de Développement (PND) 2018-2027 révisé, qui oriente les actions dans tous les secteurs de la vie nationale.

Selon le Ministre de la fonction publique, du travail et de l'emploi le Gouvernement burundais considère la jeunesse comme une ressource humaine précieuse et indispensable au progrès économique du pays. Il a indiqué en outre que le renforcement de la formation professionnelle est essentiel pour augmenter l'employabilité de cette catégorie de la population. Il a annoncé la création de centres de formation professionnelle dans chaque commune, avec un total actuel de 216 Centres d'Enseignement des Métiers et 16 Centres de Formation Professionnelle.

Face aux défis persistants liés au chômage, le Gouvernement a mis en place plusieurs politiques pour soutenir l'emploi des jeunes et des femmes. Parmi elles, la Politique Nationale de l'Emploi (PNE), la Politique Nationale de la Migration de la Main d'œuvre (PNMMO) et la Politique Nationale de la Protection Sociale (PNPS). Ces dernières visent à promouvoir une intégration socio-économique inclusive.

Dans cette optique, l'Office Burundais de l'Emploi et de la Main d'œuvre (OBEM) a été créé pour coordonner l'exécution de la PNE et d'autres programmes d'entrepreneuriat. Il a également évoqué le Programme d'Autonomisation Economique et d'Emploi des Jeunes (PAEEJ), qui encourage l'auto-emploi par le biais de coopératives et d'incubateurs d'entreprises, tout en offrant une assistance technique et managériale aux entrepreneurs.

En matière de financement, le Gouvernement a fondé des institutions telles que la Banque d'Investissement des Jeunes (BIJE) et le Fonds d'Impulsion et de Garantie (FIGA), en vue de soutenir les projets entrepreneuriaux. Le ministre a aussi salué la Banque d'Investissement pour le Développement des Femmes (BIDF), qui soutient l'entrepreneuriat féminin, un levier important pour une croissance économique équitable.

Le Ministre de la fonction publique, du travail et de l'emploi a appelé à une collaboration renforcée avec les partenaires de développement et le secteur privé, en soulignant que le gouvernement seul ne peut résoudre la question du chômage de masse. Il a encouragé les acteurs locaux et internationaux, notamment le Programme des Nations Unies pour le Développement (PNUD), à unir leurs efforts et leurs ressources pour accompagner les initiatives nationales. "Une synergie entre les partenaires et une mise en commun des ressources financières sont indispensables pour garantir la réussite de notre politique d'emploi.

Ce forum prévu pour durer de trois jours, sera l'occasion de débattre, d'échanger des expériences et de présenter des projets visant à promouvoir l'inclusion économique et sociale des jeunes et des femmes au Burundi. C'est une occasion également pour les jeunes innovateurs d'exposer leurs produits afin de stimuler les clients potentiels. (RTNB)

Les travaux de réhabilitation du tronçon Rond-Point des Nations Unies de la rivière Gikoma vont bon train

La Directrice Générale de l'Autorité Maritime et Portuaire du Burundi (AMPB), Madame Godeliève Nininahazwe, s'est rendue, le mardi 5 novembre 2024, sur la route Bujumbura-Bubanza pour se rendre compte de l'état d'avancement des travaux de réhabilitation du tronçon entre le Rond-Point des Nations Unies et la rivière Gikoma actuellement impraticable.

Pour la Directrice Générale de l'Autorité Maritime, ce tronçon fait partie du projet de réhabilitation du port de Bujumbura car, il constitue en partie la route de contournement de la RN1, par laquelle circuleront des camions poids lourds transportant des marchandises vers ce port.

Elle a fait savoir que les travaux de réhabilitation de ce tronçon vont bon train car, certains des propriétaires



d'infrastructures diverses qui avaient traîné les pieds dans la démolition de leurs biens sont en train de le faire actuellement.

Selon la Directrice Générale de l'Autorité Maritime, les infrastructures qui n'avaient pas encore libéré l'emprise se classent en deux catégories à savoir, les infrastructures publiques telles que les camps policiers/militaires et les écoles, ainsi que les infrastructures privées telles

que les maisons d'habitation et de commerce.

Le Maire de la ville de Bujumbura, Monsieur Jimmy Hantungimana s'est réjoui de l'état d'avancement des activités de réhabilitation de ce tronçon. Il a appelé les propriétaires des biens divers qui n'ont pas encore cédé pour ces activités, de le faire au cours de la semaine du 4 au 10 novembre 2024.

Le Maire de la ville de Bujumbura a demandé aux propriétaires d'infrastructures qui ne sont pas à mesure de libérer l'emprise de la route eux-mêmes, de le signaler afin que le projet prenne en charge cette tâche. Toutefois, les coûts de ces travaux incomberont aux propriétaires des infrastructures, dans ce cas, a précisé le maire de la ville.

Elle a fait savoir que ceux qui ont libéré l'espace conformément à la loi, ont déjà perçu leurs indemnités ou sont sur la liste d'attente. La Directrice Générale de l'Autorité Maritime et Portuaire du Burundi Madame Godeliève Nininahazwe appelle ceux qui n'ont pas encore libéré l'espace à le faire rapidement afin de recevoir leur part d'indemnisation. (RTNB)

Bujumbura: la direction générale de l'autorité maritime et portuaire anime un atelier de sensibilisation



L'Autorité Maritime et Portuaire du Burundi a organisé le mercredi 06/11/2024, un atelier de sensibilisation à l'endroit des représentations légales des pêcheurs, des chefs des plages et les administratifs, afin de les mettre au courant du contenu de certaines réglementations.

La Directrice Générale de l'Autorité Maritime et Portuaire du Burundi, Madame Godeliève Nininahazwe a précisé que cette réglementation concerne le contenu de l'ordonnance conjointe ministérielle, portant fixation du taux de redevance classé sur les activités de transport maritime et portuaire au Burundi. Elle a indiqué que cette ordonnance a été signée pour

la mise en œuvre de la loi portant organisation de la pêche et de l'aquaculture au Burundi.

La Directrice Générale de l'Autorité Maritime et Portuaire au Burundi a précisé qu'une semaine est accordée aux représentants des pêcheurs pour qu'ils puissent transmettre le message issu de cet atelier aux autres pêcheurs car après, il y aura une collaboration entre l'administration et la police marine pour la mise en œuvre de cette ordonnance.

Elle a fait savoir que des sanctions y relatives iront du paiement des amendes à l'emprisonnement.

Dans cet atelier, on n'a pas manqué de lancer un appel aux pêcheurs qui utilisent des filets prohibés qui causent la destruction de la flore maritime et de la flore aquatique. Un exemple donné est que 1kg de ndagala "Umugala" donne 1tonne de "grands" ndagala si on les laisse grandir.

Le port des gilets est obligatoire pour réduire les incidents qui s'observent quelque fois dans le Lac Tanganyika, que ce soit pour les pêcheurs ou d'autres usagers des eaux du lac, a ajouté la Directrice Générale de l'Autorité Maritime et Portuaire, Madame Godeliève Nininahazwe. (RTNB)

Une délégation de la Banque mondiale visite les réalisations des jeunes appuyés par le projet d'appui à l'amélioration des compétences et de l'employabilité des femmes et des jeunes



La Directrice sectorielle de l'Education à la Banque Mondiale Madame Meskerem Mulatu a effectué le jeudi 07 novembre 2024 à Isare dans la province de Bujumbura, une série de visites pour s'enquérir des réalisations des apprentis alternés des Centres d'Enseignements de Métiers (CEM) de Rushubi et Mageyo, bénéficiaires du Projet d'Appui à l'Amélioration des Compétences et de l'Employabilité des femmes et des Jeunes (PACEJ), avec l'appui de la Banque Mondiale.

Le Projet d'Appui à l'Amélioration des Compétences et de l'Employabilité des femmes et des Jeunes est un projet du gouvernement du Burundi financé par la Banque Mondiale, avec une nouvelle approche d'apprentissage basée sur la formation en alternance dans les Centres d'Enseignements des Métiers et destinée aux jeunes déscolarisés et sans-emplois âgés de 15 à 25 ans, ayant une formation de base ou pas.

L'apprentissage dure une année et est gratuit. Il concerne les filières de l'hôtellerie, du bâtiment, de l'agro-élevage, de la transformation agroalimentaire, de la couture, de la mécanique automobile et des Technologies de l'information et de la communication .

Ces apprentis alternés font leurs démonstrations chez des artisans, des producteurs et d'autres acteurs ciblés disposant des capacités d'accueil, d'encadrement des apprentis, de connaissances techniques ou professionnelles, d'expérience dans l'encadrement des apprentis, qui sont près des Centres d'Enseignements des métiers (CEM).

La Directrice sectorielle de l'Education à la Banque mondiale Madame Meskerem Mulatu a visité le CEM de Rushubi. Ce centre comporte des filières

de soudure, agri-élevage et la transformation agroalimentaire.

Après le Centre d'Enseignement de Métier Rushubi, la délégation de la Banque Mondiale en compagnie de celle du PACEJ et l'administration locale a visité un artisan agriculteur de bananiers à Kibuye, où se trouve également l'unité de fabrication du vin de banane à Kibuye (Kibuye Drinks Company).

Cette unité encadre plus de 118 apprentis, dont des femmes, des mères célibataires et des filles, représentant 75 % de son effectif. Cette délégation a visité également une étable de la paroisse Rushubi qui contribue à l'encadrement de ces jeunes apprentis alternés à l'élevage, avant de terminer par une séance d'échanges avec le personnel du Centre d'Enseignement de Métier Mageyo. Selon la coordinatrice du PACEJ, Madame Béatrice Samandari, l'objectif de la visite est de s'auto-évaluer, afin de comprendre les défis et de rechercher les moyens pour les relever, et ainsi atteindre les objectifs prédéfinis du projet.

Elle a remercié l'équipe de la Banque mondiale, en particulier la directrice sectorielle de l'éducation, venue s'informer des réalisations de ces jeunes apprentis. Elle a exprimé sa gratitude envers cette institution de Bretton Woods pour ses soutiens multiformes apportés au gouvernement du Burundi, en l'occurrence dans le domaine de l'éducation, qui constitue la pierre angulaire du développement d'un pays.

La Directrice sectorielle de l'éducation à la Banque Mondiale, Madame Meskerem Mulatu, s'est dite confiante que ces apprentis vont acquérir des compétences dans le domaine agricole et de l'élevage. De plus, ils ont déjà commencé à intégrer la chaîne de valeur entre la production et la transformation des produits.

Les jeunes bénéficiaires se réjouissent de cette formation et demandent un accompagnement en outils et autres matériels, pour pérenniser les acquis de cette formation. Ce projet d'appui à l'amélioration des compétences et l'employabilité des femmes et des jeunes couvre tout le pays et travaille avec tous les centres d'enseignements des métiers, l'Université du Burundi, les artisans et les producteurs qui encadrent ces jeunes. (RTNB)

DICOURS DE S.E L'AMBASSADEUR ALBERT SHINGIRO, MINISTRE DES AFFAIRES ETRANGERES ET DE LA COOPERATION AU DEVELOPPEMENT DE LA REPUBLIQUE DU BURUNDI A L'OCCASION DE LA CONFERENCE MINISTERIELLE DU FORUM DE PARTENARIAT RUSSIE-AFRIQUE

Sotchi, 10 novembre 2024

Excellence Monsieur Sergey LAVROV, Ministre des Affaires Etrangères de la Fédération de Russie,
Excellences Mesdames et Messieurs les Ministres, chers collègue,
Excellences Mesdames, Messieurs les Représentants des organisations internationales et régionales,
Mesdames et Messieurs les participants,
Mesdames et Messieurs, tout Protocole observé,

- 1) De prime abord, je voudrais, au nom de la délégation qui m'accompagne, exprimer mes profonds remerciements au Gouvernement et au peuple Russe, plus particulièrement à la population de la ville de Sotchi pour l'accueil chaleureux et fraternel ainsi que toutes les marques d'attention dont ma délégation et moi-même faisons l'objet depuis notre arrivée dans cette belle et splendide ville de Sotchi.
- 2) **Excellences Messieurs les Ministres, distingués délégués,** la présente conférence vient à point nommé et s'inscrit dans la droite ligne des recommandations du Deuxième Sommet Russie-Afrique de 2023 qui a instauré, comme vous le savez, un nouveau format de dialogue qui va se réunir régulièrement au niveau ministériel.
- 3) Cette première conférence nous offre une excellence et unique occasion de mener des discussions franches et sincères dans un climat de confiance et de respect mutuel en vue du renforcement de la coopération multiforme et

multidimensionnelle entre la Russie et les pays Africains dans tous ses aspects, politique, sécurité, économie, échanges commerciaux, sciences et enseignement, culture et humanitaire, la sécurité de l'information internationale ainsi que la collaboration dans les organisations internationales.

- 4) Aujourd'hui, notre but partagé est de renforcer et diversifier les relations déjà harmonieuses entre la Fédération de Russie et l'Afrique dans plusieurs domaines qui répondent aux intérêts de nos populations. Je voudrais présentement insister sur la thématique en rapport avec la coopération en matière de lutte contre le terrorisme, la sécurité internationale de l'information, mais également la prévention de la course aux armements dans l'espace.

- 5) En effet, les relations internationales actuelles sont marquées par une série d'incompréhensions et de tendances unilatéralistes dont certaines sont porteuses de dangers à même de menacer les fondements du multilatéralisme. L'ambivalence dans les approches politico-stratégiques où deux tendances semblent se dessiner, à savoir ceux qui souhaitent le statu quo d'un monde quasi unipolaire, et ceux qui souhaitent l'émergence d'un monde multipolaire est aussi une source de préoccupation. Je dois dire que la résistance à l'avènement d'un monde multipolaire est une perte de temps car ce monde que nous voulons, ce monde où nos pays auront le libre choix de nouer des partenariats avec des pays de leurs choix, ce monde où l'indépendance politique de nos pays sera une réalité, nous le voyons déjà venir au bout du tunnel et personne ne pourra arrêter ce moment vers le multilatéralisme inclusif et respectueux de tous les pays, quel que soit leur taille, niveau de développement ou localisation géographique.

- 6) **En matière de paix et de sécurité**, nous interpellons toutes les parties aux nombreux conflits qui déchirent le monde en ce moment de recourir aux outils de résolution pacifique des différends que la diplomatie préventive met à notre disposition, à savoir le dialogue, la coopération et la négociation pour éviter l'embrassement et la récurrence des conflits violents. Tout le monde sait

comment la guerre commence, mais personne n'est capable d'en prédire avec précision la fin. Les messages de paix devraient donc prendre le dessus sur la course aux armements et l'obsession de certaines parties aux conflits de vouloir gagner à tout prix à travers la diplomatie des muscles, en ignorant les intérêts vitaux des uns et autres, mais également en oubliant que les guerres ne se gagnent jamais, car elles laissent derrière elles toute une chaîne de ruines, de malheurs, d'humiliation, de désolations, de déchirements et de désespoir au sein des populations que nous sommes censés protéger.

- 7) Face à cette situation, le Burundi réitère son engagement à coopérer avec tous les pays du monde pour lutter contre le terrorisme international sous toutes ses formes et manifestations. Nous reconnaissons également que le terrorisme ne peut et ne doit être associé à une religion, civilisation, nationalité ou origine ethnique.
- 8) Nous restons également préoccupés par la prolifération des armes légères et de petit calibre, qui continue de constituer une menace à la paix et à la sécurité internationales, plus particulièrement en Afrique. Nous soulignons l'importance à renforcer la coopération internationale en vue de la mise en œuvre de l'initiative africaine de faire taire les armes sur le continent africain à l'horizon 2030.
- 9) Parlant justement de la paix et de la sécurité internationales nous ne pouvons passer sous silence l'épineuse question de la réforme du conseil de sécurité des Nations Unies dont les négociations sont devenues élastiques au détriment de l'Afrique, seul continent exclu de la catégorie des membres permanents et sous représenté au niveau des membres non permanents élus pour un mandat de deux ans. Nous souhaitons saisir cette occasion pour remercier la Fédération de Russie pour son appui constant et inconditionnel à position commune africaine sur cette question reflétée dans le consensus de d'Ezulwini et la Déclaration de syrte, qui vise à corriger cette injustice historique notoire contre l'Afrique. Il n'est pas normal de continuer à exclure 1.4 milliards de citoyens africains sur la table où se prennent plus de 70% des décisions les concernant.

- 10) **Excellences Mesdames, Messieurs les Ministres distingués participants**, au moment où le monde et les échanges se numérisent de plus en plus, il devient impératif que l'ensemble des pays ait accès à Internet, y compris l'intelligence artificielle qui est en train de révolutionner le monde. Le fossé de plus en plus croissant et béant qui existe entre les pays du Nord et du sud global, fait perdre à ces derniers un grand nombre d'opportunités sociales, scientifiques et économiques. Il est on ne peut plus urgent que ce fossé numérique soit comblé dans l'intérêt légitime des générations actuelles et à venir.
- 11) **S'agissant de la prévention de la course aux armements dans l'espace**, le Burundi prône une coopération inter-étatique méthodique et engagée pour l'utilisation pacifique de l'espace extra-atmosphérique. Les grandes puissances spatiales et les pays en voie de développement intéressés devraient mener un dialogue constructif et franc pour l'utilisation exclusivement pacifique de l'espace extra-atmosphérique dans l'intérêt de toute l'humanité. Le Burundi se joindra aux efforts visant à renforcer et élaborer un cadre politique international pour assurer la stabilité stratégique, le désarmement, le contrôle des armements et la non-prolifération des armes de destruction massive et de leurs vecteurs.
- 12) **Excellences Mesdames et Messieurs les Ministres, Distingués invités**, cette conférence est une occasion idoine pour le renforcement d'un partenariat et d'une franche collaboration entre les pays africains et la Fédération de Russie, dans les secteurs clé du développement et de la stabilité dans le monde. Pour asseoir un partenariat solide à même d'impacter positivement la vie de nos populations, un accent particulier devrait être mis sur la promotion des investissements, les échanges commerciaux, l'éducation, la Santé, l'agriculture, la sécurité et la souveraineté alimentaire, l'exploration géologique à travers des partenariats gagnant-gagnant, le transfert des technologies et des compétences.

- 13) Enfin, je m'en voudrais de clore mon propos sans exprimer au Gouvernement et au peuple Russe, nos chaleureuses félicitations pour l'excellente organisation du 16eme Sommet des BRICS en terre Russe à Kazan du 22 au 24 octobre 2024. Le succès retentissant de ce Sommet a été un succès partagé et a donné une lueur d'espoir aux pays du sud global que les BRICS pourraient graduellement constituer une alternative viable et un contre-point au monde unipolaire que nous vivons aujourd'hui.
- 14) Avant de boucler la boucle, je souhaite réitérer l'engagement ferme du Burundi à travailler de concert avec d'autres pays africains pour bâtir, renforcer et pérenniser un partenariat solide, pragmatique et solidaire avec la Fédération de Russie dans un esprit de confiance et respect mutuel à travers des partenariats mutuellement avantageux.

Je vous remercie de votre aimable attention !

Ministère des Affaires Etrangères et de la Coopération au Développe- ment

Département de la Communication

www.mae.gov.bi

Twitter: @MAEBurundi